



RAPPORT DE GESTION

Groupe WSP Global Inc.

Trimestre clos le 29 mars 2025

Le 7 mai 2025



TABLE DES MATIÈRES

1 RAPPORT DE GESTION.....	3
2 MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS ET AUTRES MESURES FINANCIÈRES.....	3
3 SURVOL DE LA SOCIÉTÉ.....	4
4 PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES.....	6
5 SOMMAIRE.....	7
6 PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS.....	8
7 REVUE DES ACTIVITÉS DES SECTEURS D'EXPLOITATION.....	9
8 REVUE FINANCIÈRE.....	13
9 SITUATION DE TRÉSORERIE.....	18
10 RÉSUMÉ DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS.....	21
11 GOUVERNANCE.....	21
12 MÉTHODES COMPTABLES SIGNIFICATIVES.....	22
13 INSTRUMENTS FINANCIERS.....	22
14 TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES.....	23
15 ARRANGEMENTS HORS BILAN.....	23
16 ÉNONCÉS PROSPECTIFS.....	23
17 FACTEURS DE RISQUE.....	25
18 INFORMATION ADDITIONNELLE.....	25
19 GLOSSAIRE DES MESURES SECTORIELLES, DES MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS ET DES AUTRES MESURES FINANCIÈRES.....	26

1 RAPPORT DE GESTION

Le rapport de gestion qui suit se veut une analyse de la situation financière consolidée et des résultats d'exploitation consolidés de Groupe WSP Global Inc. (collectivement avec ses filiales, la « Société » ou « WSP »), est daté du 7 mai 2025 et a été préparé en vue d'aider les lecteurs à comprendre le contexte d'affaires, les stratégies et le rendement de la Société, ainsi que les facteurs de risque auxquels celle-ci est exposée. Le présent rapport de gestion doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de la Société et les notes annexes pour le premier trimestre clos le 29 mars 2025 ainsi que le rapport de gestion et les états financiers consolidés audités de la Société et les notes annexes pour l'exercice clos le 31 décembre 2024. Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de la Société pour le premier trimestre clos le 29 mars 2025 ont été établis conformément à IAS 34 *Information financière intermédiaire*. Tous les montants présentés dans le présent rapport de gestion sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Toute l'information présentée dans le présent rapport de gestion est non auditée.

Le présent rapport de gestion porte sur les résultats de la Société pour le premier trimestre clos le 29 mars 2025. Les deuxième et troisième trimestres de la Société comptent toujours 13 semaines. Toutefois, le nombre de semaines des premier et quatrième trimestres varie d'un exercice à l'autre, puisque l'exercice de la Société se termine obligatoirement le 31 décembre chaque année. Les résultats du premier trimestre couvrent la période du 1^{er} janvier 2025 au 29 mars 2025 et les résultats comparatifs du premier trimestre rendent compte de la période du 1^{er} janvier 2024 au 30 mars 2024.

Dans le présent rapport de gestion, à moins d'indication contraire ou que le contexte n'indique un sens différent, les termes « WSP », « Société », « elle », « nous », « sa » « notre », « nos », ou toute autre expression similaire font référence à Groupe WSP Global Inc. Lorsque le contexte l'exige, ce terme peut également désigner les filiales et les entreprises associées de WSP.

2 MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS ET AUTRES MESURES FINANCIÈRES

Les états financiers résumés intermédiaires non audités de la Société sont préparés conformément à IAS 34 *Information financière intermédiaire*. WSP utilise un certain nombre de mesures financières pour évaluer ses résultats et mesurer sa performance globale. Certaines de ces mesures financières ne sont pas calculées conformément aux Normes internationales d'information financière de comptabilité (les « normes IFRS de comptabilité »). Le *Règlement 52-112 sur l'information concernant les mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières* prescrit les obligations d'information qui s'appliquent aux types de mesures suivantes utilisées par la Société :

- i. les mesures financières non conformes aux IFRS;
- ii. les ratios non conformes aux IFRS;
- iii. le total des mesures sectorielles;
- iv. les mesures de gestion du capital;
- v. les mesures financières supplémentaires.

Dans le présent rapport de gestion, les mesures financières non conformes aux IFRS et autres mesures

financières suivantes peuvent être utilisées par la Société : les produits des activités ordinaires nets, le total du BAIIA ajusté par secteur; le total de la marge du BAIIA ajusté par secteur; le BAIIA ajusté; la marge du BAIIA ajusté; le résultat net ajusté; le résultat net par action ajusté; les flux de trésorerie disponibles; le ratio des flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois sur le résultat net attribuable aux actionnaires des 12 derniers mois; la croissance interne (diminution de la croissance interne) des produits des activités ordinaires nets; la croissance des produits des activités ordinaires nets provenant des acquisitions; l'incidence du désinvestissement sur les produits des activités ordinaires nets; la croissance interne (diminution de la croissance interne) du carnet de commandes; le délai moyen de recouvrement des créances clients (le « délai de recouvrement »); et le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté. Ces mesures sont définies dans la rubrique 19, « Glossaire des mesures sectorielles, des mesures financières non conformes aux IFRS et des autres mesures financières », et un rapprochement

avec des mesures conformes aux IFRS est présenté à la rubrique 8, « Revue financière » et à la rubrique 9, « Situation de trésorerie ».

La direction de la Société (la « direction ») estime que ces mesures financières non conformes aux IFRS et autres mesures financières fournissent des renseignements utiles aux investisseurs au sujet de la situation financière et des résultats d'exploitation de la Société, puisqu'elles constituent des indicateurs clés supplémentaires de sa performance. Ces mesures

financières non conformes aux IFRS et autres mesures financières ne sont pas comptabilisées en vertu des IFRS, n'ont aucune signification normalisée prescrite par les IFRS, peuvent différer des mesures portant des noms similaires présentées par d'autres émetteurs et pourraient donc ne pas être comparables à celles-ci. Ces mesures ne doivent pas être considérées comme un substitut aux informations financières correspondantes établies conformément aux IFRS.

3 SURVOL DE LA SOCIÉTÉ

L'une des plus grandes firmes de services professionnels au monde, WSP offre des services-conseils stratégiques, et des services en génie et en conception à des clients dans de nombreux secteurs : transport et infrastructures, sciences de la Terre et environnement, bâtiment et énergie. Son équipe d'experts à l'échelle mondiale regroupe des conseillers, des ingénieurs, des spécialistes de l'environnement, des scientifiques, des techniciens, des architectes et des planificateurs, ainsi que des spécialistes de la conception et de la gestion de programmes. Forte d'environ 72 600 employés de talent à l'échelle mondiale, WSP est bien positionnée pour réaliser des projets durables et répondre aux besoins de ses clients.

Le modèle d'affaires de la Société est centré sur le maintien d'une position de cheffe de file dans chaque région et chaque marché où elle évolue, grâce à un engagement solide envers les collectivités et les clients régionaux, nationaux et mondiaux, et à la prise en compte de leurs besoins. La Société offre une variété de services tout au long de l'exécution du projet, soit de la phase des études initiales de planification et de développement jusqu'aux phases de gestion, de conception, de gestion de la construction, de mise en service et d'entretien du projet ou du programme.

Un tel modèle d'affaires se traduit par l'implantation de bureaux régionaux offrant une gamme complète de services à toutes les étapes de l'exécution d'un projet. Sur le plan fonctionnel, les leaders des divers segments de marché et les leaders des différentes régions travaillent ensemble au développement et à la coordination des marchés desservis, jumelant les connaissances et les relations locales à une expertise reconnue à l'échelle nationale. La Société a développé une approche d'équipe multidisciplinaire dans le cadre de laquelle les employés travaillent en étroite collaboration avec les clients à l'élaboration de solutions.

La Société est convaincue d'avoir des capacités et des compétences assez vastes pour transformer les visions de ses clients en réalités durables, tant d'un point de vue commercial, technique et social qu'environnemental.

Les secteurs de marché dans lesquels la Société exerce ses activités sont décrits ci-dessous.

- **Transport et infrastructures :** Les experts de la Société conseillent, planifient, conçoivent et gèrent des projets d'infrastructures ferroviaires, maritimes et urbaines ainsi que des projets d'infrastructures d'aviation, d'autoroutes, de ponts, de tunnels et d'eau. Des clients des secteurs public et privé ainsi que des entrepreneurs en construction et d'autres partenaires de tous les coins du globe font appel à l'expertise en conception de la Société pour élaborer des stratégies de transport et d'infrastructures à moyen et à long terme, ainsi que pour les guider et les appuyer pendant tout le cycle de vie d'une vaste gamme de projets et d'actifs. La Société tire une grande fierté de sa capacité à résoudre les problèmes les plus complexes de ses clients, à qui elle propose des solutions complètes, innovatrices et à valeur ajoutée afin de leur permettre d'atteindre les résultats souhaités. La Société offre une gamme complète de services locaux et possède une longue feuille de route jalonnée de projets couronnés de succès à l'échelle internationale. De plus, la Société aide ses clients à relever les défis et à faire face aux nouveaux enjeux de mobilité intelligente, d'adaptation, de décarbonation, de cybersécurité des technologies opérationnelles, d'équité sociale, de livraison de projets numériques et de gestion et de conception d'actifs.
- **Sciences de la Terre et environnement :** La Société compte des spécialistes qui travaillent avec des gouvernements et des clients du secteur privé et les conseillent sur des aspects clés des sciences de la Terre et du développement durable. Les experts de la Société conseillent les clients sur des questions comme la qualité de l'air, de l'eau et du sol, la biodiversité, les solutions pour la transition aux énergies vertes, les changements climatiques et les enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance. Ils fournissent des services spécialisés à des clients des secteurs des mines, du pétrole et du gaz, de l'énergie, de l'industrie et du transport, qui exercent

tous leurs activités dans des secteurs hautement réglementés. La Société offre une large gamme de services consultatifs et opérationnels, y compris la diligence raisonnable, les approbations de permis, la conformité réglementaire, la gestion des déchets et des matières dangereuses, l'ingénierie géotechnique et minière, la gestion des ressources en eau, les évaluations d'impact environnemental et social, et les études de faisabilité et d'assainissement des terres. La réputation de la Société repose sur le fait qu'elle aide ses clients du monde entier à atténuer les risques, à gérer et à réduire les impacts et à maximiser les opportunités liées au développement durable, au changement climatique, à la consommation d'énergie, à l'extraction des ressources et à l'environnement. La Société accompagne ses clients tout au long du cycle de vie des projets, depuis la conception à l'assainissement et à la mise hors service des actifs, en passant par l'obtention des permis, la planification et la mise en service.

- **Bâtiment :** La Société est l'un des principaux fournisseurs mondiaux de services-conseils et de services techniques, avec une expérience reconnue lorsqu'il s'agit de livrer des immeubles commerciaux, des infrastructures sociales, des immeubles, des lieux et des installations industrielles et de fabrication de la plus grande qualité qui soit. La Société participe à chacune des phases du cycle de vie d'un projet, depuis l'étude de cas jusqu'à la conception et la construction, en passant par la gestion de l'actif et la remise en état. La Société dispose d'équipes d'experts techniques dans le monde entier qui fournissent des services d'ingénierie et de conseil, notamment en ce qui concerne les stratégies de décarbonation, la conception numérique de bâtiments, la conception technique de bâtiments et les services-conseils, ainsi que la gestion de projets et la gestion de la construction. La Société permet à ses clients de maximiser le résultat de leurs projets peu importe le secteur, notamment les suivants : commercial et résidentiel, centres de données, gouvernement et mobilité, soins de santé, science, technologie et fabrication, hôtellerie et divertissement.
- **Énergie :** La Société offre à ses clients des solutions intégrées pour toutes sortes de projets énergétiques, notamment les investissements dans les énergies propres comme les énergies renouvelables, les solutions à faibles émissions de carbone comme le nucléaire ou le gaz naturel, les centrales électriques de grande envergure, les installations de production d'électricité plus petites sur le site même et les programmes d'efficacité, la transmission de courant continu à haute tension, la conception de sous-stations, l'étude de systèmes électriques, les mesures de protection et de contrôle, les systèmes élaborés de

gestion de la distribution, et le stockage et la distribution d'énergie. Les experts de la Société peuvent gérer des programmes d'envergure, fournir des conseils et collaborer à tous les stades d'un projet, en fournissant des solutions complètes tout au long du cycle de vie au moyen de services d'ingénierie multidisciplinaires. Depuis les études de préaisabilité et l'engagement communautaire jusqu'à l'exploitation et à la mise hors service, l'objectif de la Société est de soutenir la transition des clients vers une énergie plus efficace, fiable et durable.

En plus de ces secteurs, la Société offre une gamme de services-conseils stratégiques hautement spécialisés :

- **Services de planification et services-conseils**

techniques : La Société aide ses clients, qu'il s'agisse de services-conseils en environnement et en développement durable ou de services de planification de nouveaux projets, de diligence raisonnable à l'égard de transactions, d'évaluation d'un portefeuille d'actifs ou, tout simplement, de l'évaluation de l'adaptation au numérique de chaque projet. La Société résout des problèmes, propose des stratégies, des recommandations et des conseils novateurs Conçu pour l'avenir^{MD} et fournit des conseils, aidant ainsi ses clients à demeurer concurrentiels et à gérer et aménager efficacement leurs infrastructures et leurs biens immobiliers. Les clients des secteurs public et privé cherchent à avoir accès à des données plus précises et aux « leçons apprises » de la Société. En plus de son expertise à l'échelle locale, la Société offre des modèles de référence internationaux ainsi que des solutions fondées sur les pratiques exemplaires en tirant parti de son expérience. L'équipe de la Société marie les compétences techniques de son réseau mondial et une approche axée sur les résultats pour fournir des stratégies durables et efficaces qui contribuent à l'avancement des collectivités où elle est présente.

- **Services de consultation en gestion et services-conseils stratégiques :**

Les professionnels de la Société conseillent ses clients afin d'évaluer dès le départ la viabilité de leurs projets, lesquels représentent des investissements de plusieurs millions, voire milliards, de dollars pour les clients et prennent souvent des années avant d'entrer en phase de conception ou de construction. La Société valide les stratégies et les analyses de rentabilité du client au moyen de multiples évaluations, notamment environnementales, organisationnelles, techniques, conceptuelles, commerciales, numériques et stratégiques. La Société s'appuie sur la taille et l'envergure de ses équipes pour valider les conseils, les recommandations, les stratégies proposées et les solutions formulées pour les clients.

▪ **Services numériques** : Les professionnels de la Société travaillent tout au long du cycle de vie des projets afin de concevoir des solutions novatrices grâce à leur expertise numérique interne et à leur collaboration avec des fournisseurs de technologie de premier plan. Les importants progrès technologiques sont à même d'améliorer la façon dont les gens vivent, se rendent au travail et se déplacent; cependant, ils jettent également un éclairage nouveau sur la façon dont les propriétaires de biens immobiliers et d'infrastructures doivent s'adapter au changement et l'accepter. Les experts en numérique de la Société fournissent des services-conseils stratégiques à l'intention des dirigeants sur l'adoption et la transformation numériques et fournissent des services

et des plateformes numériques pour optimiser les projets dans les domaines de l'ingénierie, des infrastructures, de la construction et de l'environnement.

▪ **Services de développement durable** : À la lumière de catalyseurs tels que la croissance démographique et la demande et les contraintes en matière de ressources, ainsi que des difficultés que représentent les événements météorologiques extrêmes qui ont une incidence sur la résilience des communautés, la Société reste déterminée à intégrer les principes de développement durable au cours des phases de planification, de conception et de gestion de tous ses projets.

4 PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES

(en millions de dollars, sauf les pourcentages, les données par action, le délai de recouvrement et les ratios)

	Premiers trimestres clos les	
	29 mars 2025	30 mars 2024
Produits des activités ordinaires	4 388,9 \$	3 585,1 \$
Produits des activités ordinaires nets ¹⁾	3 347,3 \$	2 793,3 \$
Résultat avant charges de financement nettes et impôt (BAII)	288,1 \$	244,3 \$
BAIIA ajusté ²⁾	533,9 \$	446,1 \$
Marge du BAIIA ajusté ³⁾	16,0 %	16,0 %
Résultat net attribuable aux actionnaires de Groupe WSP Global Inc.	144,1 \$	126,8 \$
Résultat net de base par action attribuable aux actionnaires	1,10 \$	1,02 \$
Résultat net ajusté ²⁾	229,1 \$	193,8 \$
Résultat net ajusté par action ³⁾	1,76 \$	1,55 \$
Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités d'exploitation	237,8 \$	(10,4) \$
Entrées (sorties) de trésorerie disponibles ²⁾	115,9 \$	(125,2) \$
Aux	29 mars 2025	30 mars 2024
Carnet de commandes	16 599,7 \$	14 233,7 \$
Nombre approximatif d'employés	72 600	67 200
Délai de recouvrement ⁴⁾	70 jours	76 jours
Aux	29 mars 2025	31 décembre 2024
Ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté ⁵⁾	1,8	1,8

¹⁾ Total des mesures sectorielles. Se reporter à la rubrique 8.1, « Produits des activités ordinaires nets », pour obtenir des rapprochements aux produits des activités ordinaires.

²⁾ Les mesures financières non conformes aux IFRS, qui n'ont aucune signification normalisée selon les IFRS, pourraient ne pas être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres émetteurs. Se reporter aux rubriques 8.3, « BAIIA ajusté », 8.8, « Résultat net ajusté », 9.1, « Activités d'exploitation et flux de trésorerie disponibles », et 19, « Glossaire des mesures sectorielles, des mesures financières non conformes aux IFRS et des autres mesures financières », pour un rapprochement quantitatif avec les mesures financières conformes aux IFRS les plus directement comparables, ainsi que des explications sur la composition et l'utilité de ces mesures financières non conformes aux IFRS.

³⁾ Ratio non conforme aux IFRS qui n'a aucune signification normalisée selon les IFRS et pourrait ne pas être comparable à des ratios similaires présentés par d'autres émetteurs. Se reporter à la rubrique 19, « Glossaire des mesures sectorielles, des mesures financières non conformes aux IFRS et des autres mesures financières », pour connaître la composition et l'utilité de ces ratios non conformes aux IFRS.

⁴⁾ Mesure financière supplémentaire. Le délai de recouvrement représente le nombre moyen de jours nécessaires pour convertir en trésorerie les créances clients de la Société (déduction faite des taxes de vente) et l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation, déduction faite de l'excédent de la facturation sur les coûts et profits prévus.

⁵⁾ Cette mesure de gestion du capital correspond au ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté sur 12 mois continus. La dette nette, définie comme étant la dette à long terme, y compris les parties courantes, exception faite de l'obligation locative, et déduction faite de la trésorerie, s'établissait à 3,99 G\$ au 29 mars 2025. Le BAIIA ajusté pour la période de 12 mois continus close le 29 mars 2025 s'est établi à 2,27 G\$.

5 SOMMAIRE

WSP a enregistré des résultats conformes aux attentes pour le premier trimestre de 2025. Les entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation, les flux de trésorerie disponibles et le délai de recouvrement des créances clients (le « délai de recouvrement ») se sont améliorés par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Dans l'ensemble, le carnet de commandes de la Société demeure robuste.

Faits saillants financiers du premier trimestre de 2025

- Pour le trimestre, les produits des activités ordinaires ont atteint 4,39 G\$, et les produits des activités ordinaires nets, 3,35 G\$, en hausse respectivement de 22,4 % et de 19,8 % par rapport au premier trimestre de 2024. Les produits des activités ordinaires nets ont enregistré une croissance interne¹⁾ de 3,7 %, ou d'environ 5,5 % une fois normalisée pour tenir compte du nombre inférieur de jours facturables pour les activités aux États-Unis par rapport à la période correspondante de 2024.
- Le carnet de commandes au 29 mars 2025 a atteint un nouveau record à 16,6 G\$, en hausse de 16,6 % pour la période de 12 mois, ce qui correspond à 11,3 mois de produits des activités ordinaires²⁾.
- Le BAIIA ajusté a atteint 533,9 M\$ pour le trimestre, en hausse de 19,7 %, par rapport à 446,1 M\$ au premier trimestre de 2024. La marge du BAIIA ajusté du trimestre a atteint 16,0 %.
- Le BAIL pour le trimestre s'est élevé à 288,1 M\$, en hausse de 43,8 M\$, ou 17,9 %, par rapport au premier trimestre de 2024. Cette augmentation est principalement attribuable à une augmentation du BAIIA ajusté, facteur en partie contrebalancé par des coûts d'acquisition et d'intégration plus élevés au premier trimestre de 2025 en raison surtout de l'acquisition de POWER Engineers, Incorporated (« POWER ») en 2024.
- Le résultat net ajusté s'est chiffré à 229,1 M\$ pour le trimestre, ou 1,76 \$ par action, en hausse respectivement de 18,2 % et de 13,5 % par rapport au premier trimestre de 2024. L'augmentation est principalement attribuable à la hausse du BAIIA ajusté, contrebalancée en partie par les intérêts plus élevés sur la dette à long terme.
- Le résultat net attribuable aux actionnaires pour le trimestre s'est établi à 144,1 M\$, ou 1,10 \$ par action, en hausse respectivement de 13,6 % et de 7,8 %, comparativement à 126,8 M\$, ou 1,02 \$ par action, au premier trimestre de 2024. L'augmentation s'explique essentiellement par la hausse du BAIIA ajusté, facteur contrebalancé en partie par la hausse des charges de financement nettes.
- Le délai de recouvrement s'établissait à 70 jours au 29 mars 2025, contre 76 jours au 30 mars 2024.
- Les entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation se sont élevées à 237,8 M\$ pour le trimestre clos le 29 mars 2025, comparativement à des sorties de trésorerie de 10,4 M\$ pour la période correspondante de 2024. Les entrées de trésorerie disponibles se sont établies à 115,9 M\$ pour le trimestre clos le 29 mars 2025, une hausse de 241,1 M\$ par rapport aux sorties de trésorerie disponibles de 125,2 M\$ enregistrées pour la période correspondante de 2024. Pour la période de 12 mois continus, les flux de trésorerie disponibles se chiffraient à 1 125,6 M\$, ce qui correspond à 1,6 fois le résultat net attribuable aux actionnaires³⁾ (les entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation se sont établies à 1 630,1 M\$ pour la période de 12 mois continus).
- Le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté s'est établi à 1,8 fois, ce qui est conforme à la fourchette cible de la Société, qui va de 1,0 à 2,0 fois. En utilisant le BAIIA ajusté de la période de 12 mois de toutes les entreprises acquises, le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté aurait été de 1,7 fois.
- Le dividende déclaré pour le trimestre s'est établi à 0,375 \$ par action, ou 48,9 M\$. Ce dividende a été versé le 15 avril 2025, soit après la clôture du premier trimestre.

¹⁾ Mesures financières supplémentaires. La croissance interne des produits des activités ordinaires nets représente la variation d'une période à l'autre des produits des activités ordinaires nets, à l'exclusion des produits des activités ordinaires nets des entreprises acquises ou cédées dans les 12 mois suivant l'acquisition ou précédant la cession, exprimée en pourcentage des produits des activités ordinaires nets de la période de comparaison et ajustée pour exclure les produits des activités ordinaires nets des entreprises cédées. Ces mesures sont calculées de manière à exclure l'incidence des variations des cours du change.

²⁾ Établi d'après les produits des activités ordinaires sur 12 mois continus, en incluant les produits des activités ordinaires sur une période complète de 12 mois pour tenir compte de toutes les acquisitions.

³⁾ Ratio non conforme aux IFRS qui n'a aucune signification normalisée selon les IFRS et pourrait ne pas être comparable à des ratios similaires présentés par d'autres émetteurs. Le ratio des flux de trésorerie disponibles sur le résultat net attribuable aux actionnaires s'est établi à 0,8 pour la période de 12 mois continus close le 30 mars 2024. Se reporter à la rubrique 19, « Glossaire des mesures sectorielles, des mesures financières non conformes aux IFRS et des autres mesures financières » pour des explications sur la composition et l'utilité de ce ratio non conforme aux IFRS.

6 PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS

Les faits saillants pour la période allant du 1^{er} janvier 2025 au 7 mai 2025, date du présent rapport de gestion du premier trimestre clos le 29 mars 2025, sont présentés dans les paragraphes qui suivent.

Plan d'action stratégique mondial 2025-2027

En février 2025, WSP a lancé son plan d'action stratégique mondial 2025-2027, qui cible quatre principaux domaines stratégiques :

- Développer les marchés et les services clés;
- Amplifier notre culture axée sur la clientèle et la réalisation de projets;
- Exploiter notre plateforme et élever nos opérations;
- Propulser nos équipes vers une croissance et des occasions illimitées.

Le plan d'action stratégique mondial 2025-2027 énonce une feuille de route claire et ambitieuse pour ce cycle transformationnel de trois ans, au cours duquel nous piloterons le changement pour une croissance dynamique.

Annonces de l'équipe de direction et du conseil d'administration

En janvier 2025, Mark Naysmith, auparavant président du secteur EMOIA, est devenu chef mondial de l'exploitation. Ayant occupé divers postes de direction au sein de WSP pendant plus de 35 ans, M. Naysmith possède une expérience vaste et reconnue en excellence opérationnelle et en croissance stratégique. Dans le cadre de ses nouvelles fonctions, M. Naysmith supervise les activités mondiales et favorise la croissance, la performance financière et la collaboration, tout en tirant parti de l'envergure mondiale de l'entreprise.

Également en janvier 2025, Paul Reilly, auparavant chef de la direction adjoint – Royaume-Uni et Irlande, est devenu président et directeur général de WSP au Royaume-Uni et en Irlande et s'est joint à l'équipe de direction mondiale.

En janvier 2025, Kathleen McGrail a été nommée directrice mondiale, Services-conseils et membre de l'équipe de direction mondiale. M^{me} McGrail est une spécialiste de la transformation qui compte plus de 25 ans d'expérience en services-conseils. Elle s'est jointe à WSP en 2021 à titre de directrice générale, Services-conseils au Moyen-Orient.

Sous réserve de son élection à l'assemblée annuelle des actionnaires de WSP qui se tiendra le 8 mai 2025, M. Éric Lamarre se joindra au conseil d'administration de WSP. M. Lamarre a récemment pris sa retraite chez McKinsey & Company, après une brillante carrière de trente ans. Il est un expert reconnu mondialement dans le domaine des technologies numériques et de pointe, et a fait ses preuves avec la création et l'expansion d'une pratique de services-conseils en technologies de plusieurs milliards de dollars. Le conseil d'administration bénéficiera du leadership de M. Lamarre et de son expertise en technologies, en veille stratégique et en gestion des risques.

De plus, deux administrateurs de la Société, Louis-Philippe Carrière et Birgit Nørgaard, ne solliciteront pas de nouveaux mandats lors de l'assemblée annuelle des actionnaires de WSP qui se tiendra le 8 mai 2025, et quitteront le conseil d'administration de WSP après la clôture de l'assemblée.

7 REVUE DES ACTIVITÉS DES SECTEURS D'EXPLOITATION

Les secteurs à présenter de la Société sont les suivants : Canada, Amériques (États-Unis et Amérique latine), EMOIA (Europe, Moyen-Orient, Inde et Afrique) et Asie-Pacifique (Asie, Australie et Nouvelle-Zélande). Le rendement d'un secteur est mesuré à partir des produits des activités ordinaires nets et de la marge du BAIIA ajusté par secteur.

CANADA

(en millions de dollars, sauf les pourcentages et les nombres d'employés)

	Premiers trimestres clos les		
	29 mars 2025	30 mars 2024	Variation
Produits des activités ordinaires nets par secteur	512,4 \$	476,9 \$	7,4 %
Croissance interne			7,0 %
Croissance découlant des acquisitions*			0,4 %
BAIIA ajusté par secteur	101,5 \$	88,3 \$	14,9 %
Marge du BAIIA ajusté par secteur	19,8 %	18,5 %	130 pb
Aux	29 mars 2025	30 mars 2024	Variation
Carnet de commandes	2 310,4 \$	2 310,8 \$	— %
Variation de la croissance interne du carnet de commandes pour la période de 12 mois**			— %
Augmentation de la croissance interne du carnet de commandes pour le trimestre**			2,8 %
Nombre approximatif d'employés	12 600	12 400	1,6 %

* Mesure financière supplémentaire. La croissance des produits des activités ordinaires nets découlant des acquisitions correspond aux produits des activités ordinaires nets de la période considérée des entreprises acquises dans les 12 mois suivant l'acquisition, exprimée en pourcentage des produits des activités ordinaires nets de la période de comparaison. Ces mesures sont calculées de manière à exclure l'incidence des variations des cours du change.

** Mesure financière supplémentaire. La croissance interne (diminution de la croissance interne) du carnet de commandes correspond aux prises de commande diminuées des produits des activités ordinaires pour la période, exprimée en pourcentage du carnet de commandes à l'ouverture de la période. Ces deux mesures sont calculées de manière à exclure l'incidence des variations des cours du change et les prises de commandes des entreprises acquises au cours de la période, déduction faite de l'incidence du désinvestissement.

pb : points de base

Produits des activités ordinaires nets

Pour le trimestre clos le 29 mars 2025, les produits des activités ordinaires nets au Canada se sont chiffrés à 512,4 M\$, ce qui correspond à une hausse de 35,5 M\$, ou 7,4 %, par rapport au premier trimestre de 2024. La croissance interne et la croissance découlant des acquisitions ont été respectivement de 7,0 % et de 0,4 %.

La croissance interne provient en grande partie des secteurs bâtiment et sciences de la Terre et environnement. La croissance découlant des acquisitions résulte de l'acquisition de Communica Public Affairs Inc. en mars 2024.

Pour le premier trimestre de 2025, les secteurs transport et infrastructures, sciences de la Terre et environnement ainsi que bâtiment représentaient 96 % des produits des activités ordinaires nets, et les clients du secteur public, 49 % des produits des activités ordinaires nets.

Carnet de commandes

Le carnet de commandes a enregistré une croissance interne au cours du dernier trimestre au Canada. Le nombre d'opportunités reste élevé.

Marge du BAIIA ajusté

Pour le trimestre clos le 29 mars 2025, la marge du BAIIA ajusté a augmenté de 130 pb au Canada, principalement du fait de la productivité accrue.

AMÉRIQUES

(en millions de dollars, sauf les pourcentages et les nombres d'employés)

	Premiers trimestres clos les		
	29 mars 2025	30 mars 2024	Variation
Produits des activités ordinaires nets par secteur	1 483,7 \$	1 035,1 \$	43,3 %
Croissance interne*			5,7 %
Croissance découlant des acquisitions*			29,3 %
Incidence des variations des cours du change**			8,3 %
BAILA ajusté par secteur	282,0 \$	190,4 \$	48,1 %
Marge du BAILA ajusté par secteur	19,0 %	18,4 %	60 pb

Aux	29 mars 2025	30 mars 2024	Variation
Carnet de commandes	8 809,1 \$	6 709,4 \$	31,3 %
Augmentation de la croissance interne du carnet de commandes pour la période de 12 mois			2,4 %
Augmentation de la croissance interne du carnet de commandes pour le trimestre			3,4 %
Nombre approximatif d'employés	23 100	18 200	26,9 %

* La croissance interne, la croissance découlant des acquisitions, et l'incidence du désinvestissement sont calculées en fonction des monnaies locales.

** L'incidence des variations des cours du change représente l'effet de la conversion, en dollars canadiens, des produits des activités ordinaires nets libellés dans les monnaies locales, déduction faite de la croissance interne, de la croissance découlant des acquisitions et de l'incidence du désinvestissement.

pb : points de base

Produits des activités ordinaires nets

Pour le trimestre clos le 29 mars 2025, les produits des activités ordinaires nets du secteur à présenter Amériques se sont chiffrés à 1,48 G\$, en hausse de 448,6 M\$, ou 43,3 %, par rapport au premier trimestre de 2024. La croissance interne et la croissance découlant des acquisitions ont été respectivement de 5,7 % et de 29,3 %, en devises constantes.

La croissance interne est principalement attribuable à l'expansion des activités aux États-Unis dans les secteurs transport et infrastructures, bâtiment et sciences de la Terre et environnement. Au premier trimestre de 2025, les activités aux États-Unis comptaient moins de jours facturables qu'à la période correspondante de 2024, ce qui a entraîné une incidence négative sur la croissance interne du secteur Amériques. Ajusté pour tenir compte du même nombre de jours facturables, le premier trimestre de 2025 a marqué le quatrième trimestre consécutif de croissance interne à deux chiffres pour les activités aux États-Unis.

La croissance découlant des acquisitions est attribuable aux acquisitions de POWER, en octobre 2024, et de AKF Group LLC (« AFK »), en mai 2024.

Pour le premier trimestre de 2025, les secteurs transport et infrastructures, sciences de la Terre et environnement ainsi que bâtiment représentaient 77 % des produits des activités ordinaires nets et les clients du secteur public, 41 % des produits des activités ordinaires nets.

Carnet de commandes

Le carnet de commandes du secteur à présenter Amériques a augmenté de 31,3 % par rapport au 30 mars 2024, principalement en raison des acquisitions de POWER et de AKF. En outre, le carnet de commandes a enregistré une croissance interne de 3,4 % pour le trimestre, surtout attribuable aux activités aux États-Unis, ainsi qu'à l'incidence positive de la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain. Le nombre d'opportunités reste élevé.

Marge du BAILA ajusté

La marge du BAILA ajusté du secteur Amériques a augmenté de 60 pb pour le trimestre clos le 29 mars 2025, essentiellement en raison de l'amélioration du rendement des projets et de la productivité.

EMOIA

(en millions de dollars, sauf les pourcentages et les nombres d'employés)

Premiers trimestres clos les

	29 mars 2025	30 mars 2024	Variation
Produits des activités ordinaires nets par secteur	946,0 \$	856,9 \$	10,4 %
Croissance interne*			4,3 %
Croissance découlant des acquisitions*			1,2 %
Incidence des variations des cours du change**			4,9 %
BAlIA ajusté par secteur	145,1 \$	135,8 \$	6,8 %
Marge du BAlIA ajusté par secteur	15,3 %	15,8 %	(50) pb
Aux	29 mars 2025	30 mars 2024	Variation
Carnet de commandes	3 874,6 \$	3 714,6 \$	4,3 %
Diminution de la croissance interne du carnet de commandes pour la période de 12 mois			(0,7)%
Augmentation de la croissance interne du carnet de commandes pour le trimestre			1,8 %
Nombre approximatif d'employés	25 900	24 600	5,3 %

* La croissance interne et la croissance découlant des acquisitions sont calculées en fonction des monnaies locales.

** L'incidence des variations des cours du change représente l'effet de la conversion, en dollars canadiens, des produits des activités ordinaires nets libellés dans les monnaies locales, déduction faite de la croissance interne, de la croissance découlant des acquisitions et de l'incidence du désinvestissement.

pb : points de base

Produits des activités ordinaires nets

Pour le trimestre clos le 29 mars 2025, les produits des activités ordinaires nets du secteur à présenter EMOIA se sont chiffrés à 946,0 M\$, en hausse de 89,1 M\$, ou 10,4 %, comparativement au premier trimestre de 2024. La croissance interne et la croissance découlant des acquisitions ont été respectivement de 4,3 % et de 1,2 %, en devises constantes.

La croissance interne provient en majeure partie du Royaume-Uni et du Moyen-Orient. Elle a été affectée par le fait que la période comptait un jour facturable en moins par rapport à la période correspondante.

Pour le trimestre, la croissance découlant des acquisitions s'explique essentiellement par les acquisitions de Proxion Plan Oy et de Proxion Pro Oy (ensemble, « Proxion »), en mars 2024, et de 1A Ingenieros, S.L. (« 1A Ingenieros »), en mai 2024.

L'incidence favorable des cours du change découle principalement de la dépréciation du dollar canadien par rapport à la livre sterling et à la couronne suédoise.

Pour le premier trimestre de 2025, les secteurs transport et infrastructures, sciences de la Terre et environnement ainsi que bâtiment représentaient 93 % des produits des activités ordinaires nets et les clients du secteur public, 58 % des produits des activités ordinaires nets.

Carnet de commandes

La croissance interne du carnet de commandes du secteur à présenter EMOIA s'est élevée à 1,8 % depuis le début de l'exercice, et a bénéficié de la dépréciation du dollar canadien, principalement par rapport à la livre sterling.

Marge du BAlIA ajusté

Pour le trimestre clos le 29 mars 2025, la marge du BAlIA ajusté du secteur EMOIA a diminué de 50 pb par rapport au premier trimestre de 2024, ce qui est principalement attribuable à une baisse de la performance dans les pays nordiques, facteurs contrebalancés par une augmentation des marges dans les autres régions du secteur à présenter.

ASIE-PACIFIQUE

(en millions de dollars, sauf les pourcentages et les nombres d'employés)

Premiers trimestres clos les

	29 mars 2025	30 mars 2024	Variation
Produits des activités ordinaires nets par secteur	405,2 \$	424,4 \$	(4,5)%
Diminution de la croissance interne*			(6,2)%
Incidence des variations des cours du change**			1,7 %
BAIIA ajusté par secteur	46,5 \$	64,1 \$	(27,5)%
Marge du BAIIA ajusté par secteur	11,5 %	15,1 %	(360) pb
Aux	29 mars 2025	30 mars 2024	Variation
Carnet de commandes	1 605,6 \$	1 498,9 \$	7,1 %
Augmentation de la croissance interne du carnet de commandes pour la période de 12 mois			4,2 %
Augmentation de la croissance interne du carnet de commandes pour le trimestre			3,2 %
Nombre approximatif d'employés	11 000	12 000	(8,3)%

* La croissance interne et la croissance découlant des acquisitions sont calculées en fonction des monnaies locales.

** L'incidence des variations des cours du change représente l'effet de la conversion, en dollars canadiens, des produits des activités ordinaires nets libellés dans les monnaies locales, déduction faite de la croissance interne, de la croissance découlant des acquisitions et de l'incidence du désinvestissement.

pb : points de base

Produits des activités ordinaires nets

Pour le trimestre clos le 29 mars 2025, les produits des activités ordinaires nets du secteur à présenter Asie-Pacifique se sont chiffrés à 405,2 M\$, soit une baisse de 19,2 M\$, ou 4,5 %, par rapport au premier trimestre de 2024. La diminution de la croissance interne, en devises constantes, s'est élevée à 6,2 % et a été partiellement contrebalancée par l'incidence positive du change, notamment la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar australien.

La diminution de la croissance interne au cours du trimestre, inférieure aux attentes de la direction, est attribuable aux conditions actuelles du marché dans la région et aux mesures de redimensionnement prises en 2024 et au premier trimestre de 2025.

Pour le premier trimestre de 2025, les secteurs transport et infrastructures, sciences de la Terre et environnement ainsi que bâtiment représentaient 97 % des produits des activités ordinaires nets et les clients du secteur public, 48 % des produits des activités ordinaires nets.

Carnet de commandes

Le carnet de commandes du secteur Asie-Pacifique a enregistré une croissance interne de 4,2 % au cours de la période de 12 mois close le 29 mars 2025, principalement attribuable à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande, ainsi qu'à la dépréciation du dollar canadien, principalement par rapport au dollar de Hong Kong et au dollar australien.

Marge du BAIIA ajusté

Pour le trimestre clos le 29 mars 2025, la marge du BAIIA ajusté du secteur à présenter Asie-Pacifique a reculé de 360 pb par rapport au premier trimestre de 2024 en raison de la baisse des volumes au premier trimestre et des coûts liés aux mesures d'optimisation et de redimensionnement.

8 REVUE FINANCIÈRE

8.1 PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES NETS

Comparaison du premier trimestre de 2025 et du premier trimestre de 2024					
(en millions de dollars, sauf les pourcentages et les nombres d'employés)	Canada	Amériques	EMOIA	Asie-Pacifique	Total
Produits des activités ordinaires nets – 2025	512,4 \$	1 483,7 \$	946,0 \$	405,2 \$	3 347,3 \$
Produits des activités ordinaires nets – 2024	476,9 \$	1 035,1 \$	856,9 \$	424,4 \$	2 793,3 \$
Variation nette (%)	7,4 %	43,3 %	10,4 %	(4,5)%	19,8 %
Croissance interne (diminution de la croissance interne)*	33,2 \$	59,4 \$	37,0 \$	(26,5) \$	103,1 \$
Croissance découlant des acquisitions*	2,3 \$	303,0 \$	10,0 \$	—	315,3 \$
Incidence des variations des cours du change**	—	86,2 \$	42,1 \$	7,3 \$	135,6 \$
Variation nette (\$)	35,5 \$	448,6 \$	89,1 \$	(19,2) \$	554,0 \$
Croissance interne (diminution de la croissance interne)*	7,0 %	5,7 %	4,3 %	(6,2)%	3,7 %
Croissance découlant des acquisitions*	0,4 %	29,3 %	1,2 %	—	11,0 %
Incidence des variations des cours du change**	—	8,3 %	4,9 %	1,7 %	5,1 %
Variation nette (%)	7,4 %	43,3 %	10,4 %	(4,5)%	19,8 %
Aux					
Nombre approximatif d'employés – 29 mars 2025	12 600	23 100	25 900	11 000	72 600
Nombre approximatif d'employés – 30 mars 2024	12 400	18 200	24 600	12 000	67 200
Variation nette (%)	1,6 %	26,9 %	5,3 %	(8,3)%	8,0 %

* La croissance interne, la croissance découlant des acquisitions et l'incidence du désinvestissement sont calculées en fonction des monnaies locales.

** L'incidence des variations des cours du change représente l'effet de la conversion, en dollars canadiens, des produits des activités ordinaires nets libellés dans les monnaies locales, déduction faite de la croissance interne, de la croissance découlant des acquisitions et de l'incidence du désinvestissement.

Pour le premier trimestre de 2025, les produits des activités ordinaires nets de la Société se sont chiffrés à 3,35 G\$, en hausse de 19,8 % par rapport au premier trimestre de 2024. Cette augmentation résulte principalement d'une croissance interne de 3,7 % et d'une croissance découlant des acquisitions de 11,0 %, en devises constantes.

La croissance interne des produits des activités ordinaires nets provient en majeure partie des États-Unis, du Canada et du Royaume-Uni. Si elle était normalisée pour tenir compte du fait que les activités aux États-Unis comptaient trois jours facturables de moins au premier trimestre de 2025 qu'à la période correspondante de 2024, la croissance interne des produits des activités ordinaires nets serait d'environ 5,5 %.

L'acquisition de POWER et de AFG aux États-Unis a été le principal moteur de la croissance découlant des acquisitions.

De manière générale, les effets positifs du change découlent principalement de la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain et à la livre sterling.

Pour la période de 12 mois continus close le 29 mars 2025, les augmentations du nombre d'employés dans les secteurs Canada, Amériques et EMOIA ont été en partie neutralisées par la diminution du nombre d'employés dans le secteur Asie-Pacifique. L'augmentation des effectifs de 5 400 personnes comprend environ 4 600 employés issus des récentes acquisitions, principalement aux États-Unis.

Se reporter à la rubrique 7, « Revue des activités des secteurs d'exploitation », pour de plus amples renseignements sur les produits des activités ordinaires nets par secteur.

Rapprochement des produits des activités ordinaires nets

La performance et les résultats financiers de la Société doivent être mesurés et analysés en tenant compte des produits des activités ordinaires générés par les honoraires, ou des produits des activités ordinaires nets, puisque les coûts directs recouvrables peuvent varier sensiblement d'un contrat à l'autre et qu'ils ne sont pas représentatifs de la performance des services d'experts-conseils.

(en millions de dollars)	Premiers trimestres clos les	
	29 mars 2025	30 mars 2024
Produits des activités ordinaires	4 388,9 \$	3 585,1 \$
Moins : Sous-consultants et coûts directs	1 041,6 \$	791,8 \$
Produits des activités ordinaires nets¹⁾	3 347,3 \$	2 793,3 \$

¹⁾ Total des mesures sectorielles. Se reporter à la rubrique 19, « Glossaire des mesures sectorielles, des mesures financières non conformes aux IFRS et des autres mesures financières ».

8.2 CARNET DE COMMANDES

(en millions de dollars)	Canada	Amériques	EMOIA	Asie-Pacifique	Total
Carnet de commandes au 31 décembre 2024	2 247,0 \$	8 141,0 \$	3 680,2 \$	1 535,8 \$	15 604,0 \$
Produits des activités ordinaires	(665,8)\$	(2 101,9)\$	(1 159,5)\$	(461,7)\$	(4 388,9)\$
Prises de commandes internes	729,2 \$	2 367,8 \$	1 224,7 \$	510,3 \$	4 832,0 \$
Fluctuations du change	—	402,2 \$	129,2 \$	21,2 \$	552,6 \$
Carnet de commandes au 29 mars 2025	2 310,4 \$	8 809,1 \$	3 874,6 \$	1 605,6 \$	16 599,7 \$
Croissance interne du carnet de commandes pour le trimestre	2,8 %	3,4 %	1,8 %	3,2 %	2,9 %
Carnet de commandes au 30 mars 2024	2 310,8 \$	6 709,4 \$	3 714,6 \$	1 498,9 \$	14 233,7 \$
Croissance (diminution de la croissance) interne du carnet de commandes pour la période de 12 mois	—	2,4 %	(0,7)%	4,2 %	1,4 %

Au 29 mars 2025, le carnet de commandes a atteint un nouveau record à 16,6 G\$, ce qui correspond à 11,3 mois de produits des activités ordinaires¹⁾, une hausse de 16,6 % au cours de la période de 12 mois. Pour la période de 12 mois close le 29 mars 2025, le carnet de commandes a affiché une croissance interne de 1,4 %, en devises constantes. Pour le trimestre qui a débuté après le 31 décembre 2024, la croissance interne a atteint 2,9 %.

¹⁾ Établi d'après les produits des activités ordinaires sur 12 mois continus, en incluant les produits des activités ordinaires sur une période complète de 12 mois pour tenir compte de toutes les acquisitions.

8.3 BAIJA AJUSTÉ

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	Trimestre clos le 29 mars 2025				
	Canada	Amériques	EMOIA	Asie-Pacifique	Total
Produits des activités ordinaires nets par secteur	512,4 \$	1 483,7 \$	946,0 \$	405,2 \$	3 347,3 \$
BAIIA ajusté par secteur ¹⁾	101,5 \$	282,0 \$	145,1 \$	46,5 \$	575,1 \$
Marge du BAIJA ajusté par secteur ¹⁾	19,8 %	19,0 %	15,3 %	11,5 %	17,2 %
Charges du siège social					41,2 \$
BAIIA ajusté ²⁾					533,9 \$

¹⁾ Le total du BAIJA ajusté par secteur et le total de la marge du BAIJA ajusté par secteur, présentés dans la colonne « Total », correspondent au total des mesures sectorielles.

²⁾ Mesure financière non conforme aux IFRS.

Trimestre clos le 30 mars 2024

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	Canada	Amériques	EMOIA	Asie-Pacifique	Total
Produits des activités ordinaires nets par secteur	476,9 \$	1 035,1 \$	856,9 \$	424,4 \$	2 793,3 \$
BAlIA ajusté par secteur ¹⁾	88,3 \$	190,4 \$	135,8 \$	64,1 \$	478,6 \$
Marge du BAlIA ajusté par secteur ¹⁾	18,5 %	18,4 %	15,8 %	15,1 %	17,1 %
Charges du siège social					32,5 \$
BAlIA ajusté ²⁾					446,1 \$

¹⁾ Le total du BAlIA ajusté par secteur et le total de la marge du BAlIA ajusté par secteur, présentés dans la colonne « Total », correspondent au total des mesures sectorielles.

²⁾ Mesure financière non conforme aux IFRS.

Pour le premier trimestre clos le 29 mars 2025, le total du BAlIA ajusté par secteur et le total de la marge du BAlIA ajusté par secteur se sont chiffrés respectivement à 575,1 M\$ et à 17,2 %, comparativement à 478,6 M\$ et à 17,1 % pour la période correspondante de 2024.

L'augmentation du BAlIA ajusté par secteur s'explique essentiellement par une amélioration de la productivité.

Se reporter à la rubrique 7, « Revue des activités des secteurs d'exploitation », pour une explication de cette variation par secteur.

Pour le premier trimestre clos le 29 mars 2025, les charges du siège social se sont établies à 41,2 M\$, ce qui est conforme aux attentes de la direction.

Rapprochement du BAlIA ajusté

La direction analyse la performance financière de la Société en se fondant sur le BAlIA ajusté, car elle estime que cette mesure permet de comparer les résultats d'exploitation d'une période à l'autre. Ces mesures ne rendent pas compte des effets des éléments qui reflètent principalement l'incidence des placements à long terme et des décisions relatives au financement, plutôt que les résultats des activités quotidiennes. Le tableau qui suit présente un rapprochement de cette mesure avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable :

(en millions de dollars)	Premiers trimestres clos les	
	29 mars 2025	30 mars 2024
BAlI	288,1 \$	244,3 \$
Coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation	35,7 \$	21,2 \$
Coûts de mise en place du système ERP	17,1 \$	15,6 \$
Dotation aux amortissements des actifs au titre de droits d'utilisation	79,8 \$	73,6 \$
Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles	70,5 \$	56,0 \$
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	35,6 \$	31,0 \$
Quote-part de la dotation aux amortissements et des impôts des entreprises associées et des coentreprises	3,7 \$	3,5 \$
Produits d'intérêts	3,4 \$	0,9 \$
BAlIA ajusté*	533,9 \$	446,1 \$

* Mesure financière non conforme aux IFRS.

8.4 RÉSULTAT AVANT CHARGES DE FINANCEMENT NETTES ET IMPÔT

Le tableau qui suit résume les principaux résultats d'exploitation de la Société exprimés en pourcentage des produits des activités ordinaires nets.

(pourcentage des produits des activités ordinaires nets)	Premiers trimestres clos les	
	29 mars 2025	30 mars 2024
Produits des activités ordinaires	131,1 %	128,3 %
Sous-consultants et coûts directs	31,1 %	28,3 %
Produits des activités ordinaires nets	100,0 %	100,0 %
Coûts liés au personnel	74,2 %	74,8 %
Autres charges d'exploitation	10,0 %	9,6 %
Pertes de change et produits d'intérêts	0,1 %	—
Quote-part du résultat des entreprises associées et des coentreprises avant la dotation aux amortissements et impôt	(0,3) %	(0,4) %
Marge du BAIIA ajusté	16,0 %	16,0 %
Dotation aux amortissements des actifs au titre de droits d'utilisation	2,4 %	2,7 %
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	1,1 %	1,1 %
Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles	2,1 %	2,0 %
Coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation et coûts de mise en place du système ERP	1,6 %	1,3 %
Quote-part de la dotation aux amortissements et des impôts des entreprises associées	0,1 %	0,1 %
Déduire : Produit d'intérêts	0,1 %	0,1 %
BAIL	8,6 %	8,7 %
Charges de financement nettes	2,7 %	2,5 %
Charge d'impôt sur le résultat	1,6 %	1,7 %
Résultat net	4,3 %	4,5 %

Pour le premier trimestre clos le 29 mars 2025, le BAIIA ajusté a augmenté de 19,7 % pour s'établir à 533,9 M\$, en comparaison de 446,1 M\$ pour la période correspondante de 2024. En pourcentage des produits des activités ordinaires nets, la marge du BAIIA ajusté est restée stable à 16,0 %, comme pour la période correspondante de 2024.

Pour le premier trimestre clos le 29 mars 2025, le BAIL s'est établi à 288,1 M\$, en hausse de 17,9 % comparativement à 244,3 M\$ pour la période correspondante de 2024. Le BAIL en pourcentage des produits des activités ordinaires nets est resté stable à 8,6 %, comparativement à 8,7 % pour la période correspondante de 2024.

Ces variations sont expliquées plus en détail ci-après.

Coûts liés au personnel

Les coûts liés au personnel comprennent les charges salariales de tous les employés s'occupant de la prestation de services de consultation et de

l'exécution de projets, ainsi que les coûts liés au personnel administratif et à celui du siège social.

Pour le trimestre clos le 29 mars 2025, les coûts liés au personnel en pourcentage des produits des activités ordinaires nets ont diminué par rapport à la période correspondante de 2024. Cette amélioration découle surtout de la productivité accrue.

Autres charges d'exploitation

Les autres charges d'exploitation incluent des coûts fixes, notamment les coûts non recouvrables liés à la prestation de services aux clients, les coûts liés à la technologie, les frais liés aux assurances professionnelles et aux règlements et les coûts liés aux locaux à bureaux (essentiellement les coûts de services publics et les coûts d'entretien).

Pour le trimestre clos le 29 mars 2025, les autres charges d'exploitation en pourcentage des produits des activités ordinaires nets ont augmenté par rapport à la période correspondante de 2024, principalement en

raison des coûts de technologies de l'information et d'assurances plus élevés.

Profits et pertes de change et produits d'intérêts

Les pertes de change en lien avec les opérations ont augmenté pour le trimestre clos le 29 mars 2025 par rapport à la période correspondante de 2024, en raison surtout du dollar américain. L'incidence négative du change a été en partie compensée par une hausse des produits d'intérêts.

Dotation aux amortissements et dépréciation des actifs à long terme

La dotation aux amortissements des actifs au titre de droits d'utilisation en pourcentage des produits des activités ordinaires nets a diminué pour le trimestre clos le 29 mars 2025 par rapport à la période correspondante de 2024, en raison principalement de la résiliation de contrats de location et de modifications apportées à des contrats de location en lien avec la fermeture de bureaux et la réduction de l'activité, à mesure que la Société réalise des synergies avec les entreprises nouvellement acquises et met à profit un modèle de milieu de travail hybride.

La dotation aux amortissements des immobilisations corporelles, en pourcentage des produits des activités ordinaires nets, a été stable par rapport à la période correspondante de 2024.

La dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles, en pourcentage des produits des activités ordinaires nets, a légèrement augmenté pour le trimestre clos le 29 mars 2025 par rapport à la période correspondante de 2024, en raison surtout des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition de POWER.

Coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation et coûts de mise en place du système ERP

Les coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation comprennent, s'ils sont engagés, les coûts de transaction et d'intégration liés aux acquisitions d'entreprises ainsi que les profits ou les pertes découlant de la cession d'actifs non essentiels, les coûts du programme d'impartition correspondant principalement à des coûts de dédoublement et de transition découlant de la sous-traitance des fonctions de soutien de l'infrastructure et d'autres fonctions, les coûts de restructuration et les indemnités de départ versées dans le cadre des ajustements apportés à

nos structures de coûts. Dans le tableau présenté précédemment, ces coûts sont combinés avec les coûts de mise en place du système ERP.

Les coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation et les coûts de mise en place du système ERP sont des composantes de la performance financière de la Société qui, à son avis, ne devraient pas être prises en compte lors de son évaluation de la performance opérationnelle et financière sous-jacente. En conséquence, ces coûts sont présentés séparément dans l'état consolidé du résultat net.

Pour le trimestre clos le 29 mars 2025, la Société a engagé des coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation de 35,7 M\$, comparativement à 21,2 M\$ pour la période correspondante de 2024, une hausse essentiellement liée à l'acquisition de POWER.

Pour le trimestre clos le 29 mars 2025, la Société a engagé des coûts de mise en place du système ERP de 17,1 M\$, comparativement à 15,6 M\$ pour la période correspondante de 2024. Alors que les exercices 2023 et 2024 ont été marqués par la migration successive des activités du Canada, des États-Unis et du Royaume-Uni vers la solution ERP infonuagique mondiale de la Société, des coûts ont encore été engagés au cours de la période pour la conception et la mise en œuvre, essentiellement liées au déploiement futur de la solution dans d'autres pays.

8.5 CHARGES DE FINANCEMENT

Les charges de financement nettes du trimestre clos le 29 mars 2025 ont été supérieures à celles de la période correspondante de 2024. L'augmentation découle essentiellement des intérêts plus élevés sur la dette à long terme.

8.6 IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Pour le premier trimestre de 2025, une charge d'impôt sur le résultat de 52,3 M\$ a été comptabilisée sur un résultat avant impôt de 196,4 M\$, soit un taux d'impôt effectif de 26,6 %.

8.7 RÉSULTAT NET

Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société pour le premier trimestre de 2025 a augmenté à 144,1 M\$, ou 1,10 \$ par action, en comparaison de 126,8 M\$, ou 1,02 \$ par action, pour le trimestre correspondant de 2024. Cette augmentation est principalement attribuable à l'accroissement du BAIIA

ajusté, facteur contrebalancé en partie par la hausse des charges de financement nettes.

8.8 RÉSULTAT NET AJUSTÉ

La direction estime que le résultat net ajusté et le résultat net ajusté par action devraient être pris en considération pour évaluer le rendement de la Société par rapport à ses concurrents. Dans le cas des sociétés procédant à de multiples acquisitions ou à des regroupements, notamment dans le domaine de l'ingénierie et de la construction, cette mesure non conforme aux IFRS isole la dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises (créée lors de la

répartition du prix d'achat entre le goodwill et les immobilisations incorporelles) ainsi que les autres charges directement ou indirectement liées aux acquisitions. Elle est également ajustée pour tenir compte de certains éléments hors trésorerie liés à la volatilité du marché qui sont intrinsèquement imprévisibles.

Le résultat net ajusté s'est établi à 229,1 M\$, ou 1,76 \$ par action, pour le premier trimestre de 2025, contre 193,8 M\$, ou 1,55 \$ par action, pour le premier trimestre de 2024. Les augmentations de ces valeurs sont principalement attribuables à l'augmentation du BAIIA ajusté, contrebalancée en partie par des intérêts plus élevés sur la dette à long terme.

Rapprochement du résultat net ajusté

Le tableau qui suit présente un rapprochement de cette mesure avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable :

(en millions de dollars, sauf les données par action)	Premiers trimestres clos les	
	29 mars 2025	30 mars 2024
Résultat net attribuable aux actionnaires	144,1 \$	126,8 \$
Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions	58,2 \$	45,7 \$
Coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation	35,7 \$	21,2 \$
Coûts de mise en place du système ERP	17,1 \$	15,6 \$
Pertes (profits) sur les placements dans des titres liés aux obligations dans le cadre de la rémunération différée	2,7 \$	(0,7)\$
Pertes latentes sur instruments financiers dérivés	0,9 \$	9,1 \$
Impôt sur le résultat relatif aux éléments ci-dessus	(29,6)\$	(23,9)\$
Résultat net ajusté*	229,1 \$	193,8 \$
Résultat net ajusté par action*	1,76 \$	1,55 \$

* Mesure financière non conforme aux IFRS ou ratio non conforme aux IFRS.

9 SITUATION DE TRÉSORERIE

(en millions de dollars)	Premiers trimestres clos les	
	29 mars 2025	30 mars 2024
Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités d'exploitation	237,8 \$	(10,4)\$
Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités de financement	(454,5)\$	9,2 \$
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement	(29,9)\$	(62,6)\$
Effet des variations des cours du change sur la trésorerie	6,5 \$	(1,9)\$
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(240,1)\$	(65,7)\$
Dividendes versés aux actionnaires de Groupe WSP Global Inc.	(48,9)\$	(46,8)\$
Dépenses d'investissement nettes*	(26,5)\$	(24,0)\$

* Correspondent aux dépenses d'investissement liées aux immobilisations corporelles et aux immobilisations incorporelles, déduction faite du produit des cessions et des avantages incitatifs à la location reçus.

9.1 ACTIVITÉS D'EXPLOITATION ET FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES

Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation

Pour le trimestre clos le 29 mars 2025, les entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation se sont chiffrées à 237,8 M\$, en hausse de 248,2 M\$ par rapport à la période correspondante de 2024. L'amélioration est principalement attribuable à la hausse du BAIIA ajusté et à l'utilisation moindre du fonds de roulement à la suite de la vente de créances clients admissibles conformément à une entente d'affacturage de 150 M\$ US, facteurs contrebalancés par la hausse de l'impôt payé.

Flux de trésorerie disponibles

Pour le trimestre clos le 29 mars 2025, les entrées de trésorerie disponibles se sont chiffrées à 115,9 M\$, comparativement à des sorties de 125,2 M\$ pour la période correspondante de 2024. Pour la période de 12 mois continus, les flux de trésorerie disponibles se chiffraient à 1 125,6 M\$, ce qui correspond à 1,6 fois le résultat net attribuable aux actionnaires (les entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation se sont établies à 1 630,1 M\$ pour la période de 12 mois continus). L'amélioration des flux de trésorerie disponibles pour le trimestre est principalement attribuable à la hausse du BAIIA ajusté et à l'utilisation moindre du fonds de roulement à la suite de la vente de créances clients admissibles conformément à une entente d'affacturage de 150 M\$ US, facteurs contrebalancés par la hausse de l'impôt payé.

Rapprochement des flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles fournissent une indication de la capacité de la Société de continuer de générer des liquidités discrétionnaires grâce à l'exercice de ses activités d'exploitation. Les flux de trésorerie disponibles correspondent aux flux de trésorerie de la période qui sont disponibles pour les fournisseurs de capitaux, c'est-à-dire les créanciers et les actionnaires de la Société. Les flux de trésorerie disponibles doivent être examinés d'un exercice à l'autre plutôt que d'un trimestre à l'autre puisque le moment des investissements dans des projets et la gestion du fonds de roulement peuvent avoir une incidence à court terme.

(en millions de dollars)	Premiers trimestres clos les	
	29 mars 2025	30 mars 2024
Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités d'exploitation	237,8 \$	(10,4) \$
Paiements de loyers liés aux activités de financement	(95,4)\$	(90,8)\$
Dépenses d'investissement nettes*	(26,5)\$	(24,0)\$
Entrées (sorties) de trésorerie disponibles**	115,9 \$	(125,2) \$

* Correspondent aux dépenses d'investissement liées aux immobilisations corporelles et aux immobilisations incorporelles, déduction faite du produit des cessions et des avantages incitatifs à la location reçus.

** Mesure financière non conforme aux IFRS.

9.2 ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Pour le premier trimestre clos le 29 mars 2025, les sorties de trésorerie liées aux activités de financement de 454,5 M\$ découlaient principalement des remboursements nets sur les montants prélevés sur les facilités de crédit, des paiements de loyers, des charges de financement nettes et des dividendes versés aux actionnaires de la Société.

9.3 ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Pour le premier trimestre clos le 29 mars 2025, les sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement de 29,9 M\$ se rapportaient essentiellement aux dépenses d'investissement nettes.

9.4 RATIO DE LA DETTE NETTE SUR LE BAIIA AJUSTÉ

Au 29 mars 2025, l'état de la situation financière de la Société demeurerait solide avec une dette à long terme de 4,40 G\$ et une dette nette de 3,99 G\$, pour un ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté de 1,8 fois, ce qui se situe à l'intérieur de la fourchette cible de la direction, qui va de 1,0 à 2,0 fois.

Le BAIIA ajusté de la période de 12 mois n'inclut cependant pas encore l'ensemble des résultats des entreprises récemment acquises. Si le BAIIA ajusté de la période complète de 12 mois des entreprises acquises était pris en compte, le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté aurait été de 1,7 fois.

9.5 SOURCES DE FINANCEMENT

(en millions de dollars)	Aux	
	29 mars 2025	31 décembre 2024
Trésorerie et équivalents de trésorerie	412,7 \$	623,5 \$
Facilité de crédit consortiale disponible	1 550,3 \$	1 836,0 \$
Autres facilités de crédit d'exploitation	232,4 \$	267,3 \$
Sources de financement à court terme disponibles	2 195,4 \$	2 726,8 \$

La Société estime que ses flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et ses sources de financement à court terme disponibles lui permettront de soutenir sa stratégie de croissance continue, ses besoins en matière de fonds de roulement et ses dépenses d'investissement prévues.

9.6 FACILITÉS DE CRÉDIT

Au 29 mars 2025, la Société disposait de facilités de crédit non garanties et d'emprunts à terme :

- des facilités de crédit renouvelables non garanties d'un montant maximal de 1,5 G\$ US consenties par un consortium d'institutions financières en deux composantes, avec diverses échéances jusqu'en juin 2029;
- des emprunts à terme non garantis totalisant 1 250 M\$ US, avec diverses échéances allant jusqu'en octobre 2027.

Les facilités de crédit renouvelables de 1,5 G\$ US sont utilisées pour financer les frais généraux de la Société et ses acquisitions d'entreprises.

Au 29 mars 2025, les emprunts à terme non garantis de 1 250 M\$ US avaient été entièrement prélevés, tandis qu'il restait un montant disponible de 1 081,6 M\$ US sur la facilité de crédit renouvelable de 1,5 G\$ US.

Aux termes de ces facilités de crédit, la Société est dans l'obligation, entre autres conditions, de respecter certaines clauses restrictives de nature financière calculées sur une base consolidée. Les clauses restrictives de nature financière se rapportent aux ratios de la dette nette consolidée sur le BAIIA ajusté consolidé et de la couverture des intérêts à taux fixe. Ces conditions et ces ratios sont définis dans la convention de crédit et ne correspondent pas aux mesures de la Société décrites à la rubrique 19, « Glossaire des mesures sectorielles, des mesures financières non conformes aux IFRS et des autres mesures financières », ni aux autres termes utilisés dans le présent rapport de gestion. La direction s'assure trimestriellement de la conformité de la Société aux clauses restrictives. Au 29 mars 2025, la Société respectait toutes ses clauses restrictives de nature financière.

9.7 DIVIDENDES

Le 26 février 2025, la Société a déclaré un dividende trimestriel de 0,375 \$ par action ordinaire, à payer aux porteurs d'actions ordinaires inscrits au 31 mars 2025. Ce dividende a été versé le 15 avril 2025, soit après la clôture du premier trimestre. Les dividendes ont totalisé 48,9 M\$ pour le premier trimestre de 2025.

Le conseil d'administration (le « conseil ») a déterminé que le niveau actuel du dividende trimestriel est approprié compte tenu du résultat actuel de la Société et de ses besoins financiers actuels en fonction de ses activités. Il est prévu que le dividende demeurera à ce niveau, sous réserve de l'évaluation continue par le conseil des besoins futurs en trésorerie, de la performance financière, des liquidités et d'autres facteurs que le conseil jugera pertinents. Le montant réel de tout dividende de même que chaque date de déclaration, date de clôture des registres et date de paiement sont déterminés par le conseil, à sa discrétion. Certains renseignements contenus dans la présente rubrique représentent des énoncés prospectifs. Veuillez vous reporter à la rubrique 16, « Énoncés prospectifs », du présent rapport de gestion.

10 RÉSUMÉ DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

(en millions de dollars, sauf les données par action)	12 derniers mois	2025	2024				2023		
		T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2
		Premier trimestre clos le 29 mars	Quatrième trimestre clos le 31 décembre	Troisième trimestre clos le 28 septembre	Deuxième trimestre clos le 29 juin	Premier trimestre clos le 30 mars	Quatrième trimestre clos le 31 décembre	Troisième trimestre clos le 30 septembre	Deuxième trimestre clos le 1 ^{er} juillet
Résultats d'exploitation									
Produits des activités ordinaires	16 970,6 \$	4 388,9 \$	4 664,9 \$	3 983,9 \$	3 932,9 \$	3 585,1 \$	3 724,3 \$	3 597,4 \$	3 626,0 \$
Produits des activités ordinaires nets	12 726,2 \$	3 347,3 \$	3 394,0 \$	2 996,9 \$	2 988,0 \$	2 793,3 \$	2 756,0 \$	2 734,8 \$	2 739,1 \$
BAlIA ajusté*	2 273,5 \$	533,9 \$	634,3 \$	585,4 \$	519,9 \$	446,1 \$	524,9 \$	521,5 \$	461,6 \$
Résultat net attribuable aux actionnaires	698,7 \$	144,1 \$	166,9 \$	203,6 \$	184,1 \$	126,8 \$	130,6 \$	156,2 \$	150,7 \$
Résultat net de base par action**	1,10 \$	1,10 \$	1,28 \$	1,63 \$	1,48 \$	1,02 \$	1,05 \$	1,25 \$	1,21 \$
Résultat net dilué par action**	1,10 \$	1,10 \$	1,28 \$	1,63 \$	1,47 \$	1,01 \$	1,05 \$	1,25 \$	1,21 \$
Carnet de commandes		16 599,7 \$	15 604,0 \$	14 838,7 \$	14 715,1 \$	14 233,7 \$	14 076,5 \$	14 276,4 \$	14 311,6 \$
Dividendes									
Dividendes déclarés	191,3 \$	48,9 \$	48,9 \$	46,8 \$	46,8 \$	46,8 \$	46,8 \$	46,7 \$	46,7 \$
Dividendes déclarés, par action	1,50 \$	0,375 \$	0,375 \$	0,375 \$	0,375 \$	0,375 \$	0,375 \$	0,375 \$	0,375 \$

* Mesure financière non conforme aux IFRS.

** Le résultat net par action trimestriel n'est pas cumulatif et ne correspond pas nécessairement au résultat par action présenté pour l'exercice. Cela peut s'expliquer par l'effet de l'émission d'actions sur le nombre moyen pondéré d'actions ainsi que par l'incidence des options ayant un effet dilutif.

Le résultat et les produits des activités ordinaires trimestriels de la Société sont influencés, dans une certaine mesure, par le caractère saisonnier des activités. Les troisième et quatrième trimestres génèrent habituellement l'apport le plus important aux produits des activités ordinaires et au BAlIA ajusté, et le premier trimestre, le moins important. Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de la Société sont également, dans une certaine mesure, soumis à des fluctuations saisonnières, le quatrième trimestre générant historiquement un montant plus élevé de flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation.

11 GOUVERNANCE

Contrôles internes à l'égard de l'information financière

Le président et chef de la direction et le chef de la direction financière ont la responsabilité d'établir et de maintenir des contrôles et procédures de communication de l'information (les « CPCI ») et ont conçu ou fait concevoir sous leur supervision les CPCI pour fournir l'assurance raisonnable que :

- l'information importante relative à la Société leur est communiquée, particulièrement durant la période de préparation des rapports intermédiaires;
- l'information qui doit être présentée dans les rapports annuels, les rapports intermédiaires ou les autres rapports que la Société dépose ou soumet en vertu de la législation en valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par cette législation.

De plus, le président et chef de la direction et le chef de la direction financière ont la responsabilité d'établir et de

maintenir un contrôle interne à l'égard de l'information financière (le « CIIF ») et ont conçu ou fait concevoir sous leur supervision un CIIF d'après le cadre intégré de contrôle interne qui a été conçu par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission (le « cadre de 2013 du COSO ») pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

En raison des limites inhérentes des CPCI et du CIIF, la direction ne s'attend pas à ce que les CPCI et le CIIF permettent de prévenir ou de détecter toutes les erreurs ou les anomalies intentionnelles résultant d'actes frauduleux.

Le président et chef de la direction et le chef de la direction financière ont restreint l'étendue des travaux de conception des CPCI et du CIIF afin d'exclure les contrôles, méthodes et procédures de POWER Engineers, Incorporated (« POWER »), acquise le

1^{er} octobre 2024, comme il est permis en vertu du *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs* des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, lequel autorise ce genre de traitement pour les 365 jours suivant une acquisition. POWER représente environ 8 % des produits des activités ordinaires, 14 % du total de l'actif et 3 % du total du passif présentés dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de WSP pour le trimestre clos le 29 mars 2025.

Au cours de la période du 1^{er} janvier 2025 au 29 mars 2025, il n'est survenu aucun changement touchant le CIIF de la Société qui a eu, ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'il a pu avoir, une incidence significative sur le CIIF de la Société.

12 MÉTHODES COMPTABLES SIGNIFICATIVES

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de la Société ont été préparés conformément à IAS 34 *Information financière intermédiaire* publiée par l'International Accounting Standards Board, selon les mêmes méthodes comptables que celles qui ont été appliquées lors de la préparation des états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Pour de plus amples renseignements sur les méthodes comptables significatives, veuillez vous reporter à la note 2, « Méthodes comptables significatives », des états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2024. Reportez-vous également à la note 3, « Estimations comptables et

La Société surveille et évalue régulièrement ses CPCI et son CIIF afin de maintenir un solide environnement de contrôle. La direction a réitéré l'importance des contrôles internes et assuré une communication fréquente à tous les échelons dans l'ensemble de l'organisation.

Responsabilité du conseil d'administration

Le conseil a un rôle de surveillance à l'égard de l'information financière communiquée au public. De ce fait, le conseil a revu et approuvé, après recommandation par le comité d'audit de la Société, le rapport de gestion et les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de la Société pour le premier trimestre clos le 29 mars 2025 avant leur publication.

jugements critiques », pour en savoir plus sur les estimations comptables et les jugements significatifs qui ont été utilisés dans la préparation des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour le premier trimestre clos le 29 mars 2025.

Normes, modifications et interprétations récentes non encore en vigueur ni appliquées

Se reporter à la note 2, « Méthodes comptables significatives », des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de la Société pour le trimestre clos le 29 mars 2025 pour plus de précisions.

13 INSTRUMENTS FINANCIERS

Les actifs financiers de la Société comprennent la trésorerie, les créances clients et les autres créances. Ses passifs financiers, quant à eux, se composent des dettes d'exploitation et charges à payer, des dividendes à payer aux actionnaires, des obligations locatives et de la dette à long terme.

La Société a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer son exposition aux fluctuations des cours du change. Elle ne détient ni n'utilise d'instruments financiers dérivés à des fins de négociation ou de spéculation. Pour une description des activités de couverture de la Société, se reporter à la note 8, « Instruments financiers », des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de

la Société pour le premier trimestre clos le 29 mars 2025.

Les instruments financiers de la Société l'exposent principalement au risque de change, au risque de crédit, au risque de liquidité et au risque de taux d'intérêt. Se reporter à la rubrique 20, « Facteurs de risque » du rapport de gestion de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, ainsi qu'à la note 13, « Instruments financiers » des états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 pour une description de ces risques et de la manière dont ils sont gérés, ainsi que pour une description de la méthode de calcul des justes valeurs.

Au cours du premier trimestre de 2025, aucun changement significatif ne s'est produit à l'égard des risques liés aux instruments financiers, et aucune modification significative n'a été apportée au classement

des instruments financiers. En outre, la méthode utilisée pour déterminer la juste valeur des instruments financiers n'a pas changé au cours du premier trimestre de 2025.

14 TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Les parties liées de la Société, telles qu'elles sont définies par les IFRS, se composent de ses entreprises communes, de ses coentreprises, de ses entreprises associées et de ses principaux dirigeants. Au cours du premier trimestre de 2025, il n'y a eu aucun changement significatif aux transactions entre parties liées de la Société.

15 ARRANGEMENTS HORS BILAN

La Société n'a aucun arrangement hors bilan, à l'exception de lettres de crédit.

16 ÉNONCÉS PROSPECTIFS

En plus de communiquer des données historiques, la Société peut formuler ou présenter, dans le présent rapport de gestion, des énoncés ou de l'information qui ne sont pas fondés sur des faits historiques ou actuels, et peuvent être considérés comme étant de l'information prospective ou des énoncés prospectifs (collectivement, les « énoncés prospectifs ») en vertu des lois canadiennes sur les valeurs mobilières. Ces énoncés prospectifs ont trait à des événements ou des résultats futurs et reflètent les attentes de la direction, notamment, quant à la croissance, les résultats d'exploitation, le rendement et les perspectives d'affaires et aux débouchés de la Société, y compris l'exécution de son plan d'action stratégique mondial 2025-2027 ou les tendances qui touchent ses secteurs d'activités.

On reconnaît habituellement les énoncés prospectifs à l'emploi de termes ou d'expressions comme « pouvoir », « devoir », « prévoir », « projeter », « anticiper », « croire », « estimer », « prédire », « potentiel », « continuer » ou d'autres termes semblables, employés au présent, au futur ou au conditionnel, y compris à la forme négative. Plus particulièrement, le présent rapport de gestion contient des énoncés prospectifs portant sur les éléments suivants : l'incidence des prises de commandes sur notre carnet de commandes et l'état du carnet de commandes et le nombre d'opportunités dans nos différents secteurs à présenter; notre opinion selon laquelle nos flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, combinés à nos sources de financement disponibles à court terme, nous permettront de soutenir notre stratégie de croissance continue, nos besoins en fonds de roulement et nos dépenses d'investissement prévues; le niveau prévu des dividendes déclarés et payés sur les actions ordinaires de la Société. De par leur nature, les énoncés prospectifs sont assujettis à des incertitudes et à des

risques inhérents et se basent sur de nombreuses hypothèses, tant générales que précises, qui pourraient faire en sorte que les résultats ou les événements réels diffèrent sensiblement des attentes exprimées ou sous-entendues dans ces énoncés prospectifs, et que nos perspectives commerciales, nos objectifs, nos plans et nos priorités stratégiques ne soient pas atteints. Ces énoncés ne constituent pas une garantie du rendement ou des événements futurs, et nous mettons en garde le lecteur contre le risque que représente le fait de s'appuyer sur ces énoncés prospectifs.

Les énoncés prospectifs de la Société sont fondés sur des hypothèses relatives aux activités d'exploitation et sur d'autres hypothèses que cette dernière considère comme étant raisonnables à la date à laquelle les énoncés sont faits, y compris les hypothèses présentées dans le présent rapport de gestion, et incluant, sans toutefois s'y limiter, les principales hypothèses à propos de ce qui suit : la conjoncture économique et politique; l'état de l'économie mondiale et de l'économie dans les régions où la Société exerce des activités; l'état des marchés de capitaux et de crédit mondiaux et locaux, et l'accès à ces marchés; les taux d'intérêt; les besoins en fonds de roulement; le recouvrement de créances clients; l'obtention de nouveaux contrats par la Société; le type de contrats conclus par la Société; les marges anticipées relativement aux nouveaux contrats obtenus; l'utilisation de la main-d'œuvre par la Société; la capacité de la Société d'attirer de nouveaux clients; la capacité de la Société de retenir ses clients, les changements dans l'exécution des contrats; la réalisation des projets; la concurrence; la capacité de la Société de réussir l'intégration des entreprises; l'acquisition et l'intégration futures d'entreprises; la capacité de la Société de gérer

la croissance; les facteurs externes qui touchent les activités internationales de la Société; l'état du carnet de commandes de la Société; les ententes de partenariats en cours ou celles que la Société conclura; les immobilisations par les secteurs public et privé; les relations avec les fournisseurs et les sous-consultants; les relations avec la direction, les professionnels clés et les autres employés de la Société; le maintien en vigueur d'assurances suffisantes; la gestion des risques environnementaux et sociaux et des risques en matière de santé et de sécurité; le caractère suffisant des systèmes d'information, de la technologie de communication et des autres éléments technologiques actuels et planifiés de la Société; le caractère suffisant des mesures de cybersécurité adoptées par la Société; la conformité aux lois et aux règlements; les poursuites judiciaires futures; le caractère adéquat des mécanismes internes de contrôle et de divulgation; le cadre réglementaire; la dépréciation du goodwill; la fluctuation des devises étrangères; les avantages et les synergies attendus des acquisitions; les lois et les règlements en matière de fiscalité auxquels la Société est assujettie et l'état des régimes d'avantages sociaux de la Société. Si une ou plusieurs de ces hypothèses ne se révèlent pas exactes, les résultats ou les événements réels de la Société pourraient différer considérablement de ceux qui sont décrits de manière explicite ou implicite dans les énoncés prospectifs.

Pour évaluer les énoncés prospectifs, les investisseurs doivent spécifiquement prendre en compte divers facteurs de risque qui, s'ils se réalisent, pourraient faire en sorte que les résultats ou les événements réels de la Société diffèrent sensiblement de ceux exprimés ou sous-entendus dans les énoncés prospectifs. Ces facteurs de risque comprennent notamment : la complexité croissante du paysage géopolitique et les développements macroéconomiques; l'incapacité à maintenir notre position concurrentielle dans un marché concurrentiel qui évolue rapidement; l'incapacité à adopter, intégrer et utiliser efficacement les technologies existantes et émergentes dans le cadre de nos activités; l'incapacité à mettre en œuvre des initiatives d'affaires et d'entreprise suffisantes; l'augmentation des coûts immobiliers; la détérioration de notre situation financière ou de notre position nette de trésorerie; nos besoins en matière de fonds de roulement; nos créances clients; la hausse de notre niveau d'endettement et notre capacité à mobiliser des capitaux; la dépréciation des actifs à long terme; notre exposition aux monnaies étrangères; nos impôts, ainsi que les autres risques dont il est fait mention dans les rapports que la Société dépose de temps à autre auprès des organismes de réglementation des valeurs mobilières ou des commissions des valeurs mobilières,

ou dans les autres documents que la Société rend publics, et qui pourraient faire en sorte que les événements ou les résultats réels diffèrent sensiblement des résultats indiqués de manière explicite ou implicite dans les énoncés prospectifs.

Ces facteurs de risque et d'autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats ou les événements réels diffèrent sensiblement de nos attentes exprimées ou sous-entendues dans nos énoncés prospectifs sont décrits plus en détail à la rubrique 20, « Facteurs de risque » du rapport de gestion de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Les résultats et les événements réels pourraient différer sensiblement des attentes actuelles à cause des risques associés aux secteurs d'activités et à l'industrie de la Société de même qu'à l'économie mondiale et à cause des hypothèses avancées relativement à ces risques. De ce fait, rien ne garantit que les résultats réels seront conformes aux résultats décrits dans les énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion décrivent les attentes de la Société en date du présent rapport de gestion, de sorte qu'ils sont susceptibles de changer après cette date. Sauf si elle y est tenue par les lois canadiennes sur les valeurs mobilières, la Société n'assume aucune obligation de mettre à jour ou de réviser publiquement les énoncés prospectifs présentés dans le présent rapport de gestion ou ailleurs, en raison d'une nouvelle information ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif que ce soit. Les énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport de gestion sont expressément visés dans leur ensemble par la présente mise en garde. La Société peut également formuler verbalement des énoncés prospectifs à l'occasion. La Société recommande de lire les paragraphes précédents et les facteurs de risque énoncés à la rubrique 20, « Facteurs de risque » du rapport de gestion de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, pour obtenir une description de certains facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels de la Société diffèrent sensiblement des résultats exprimés ou sous-entendus dans tout énoncé prospectif verbal. Les lecteurs ne doivent pas se fier indûment aux énoncés prospectifs.

17 FACTEURS DE RISQUE

La Société est assujettie à divers risques et incertitudes et subit l'influence d'un certain nombre de facteurs qui pourraient avoir d'importantes répercussions négatives sur, entre autres choses, ses activités, sa situation financière, ses liquidités et sa rentabilité futures, ses créances clients, ses actifs, ses passifs, ses produits des activités ordinaires, ses charges, son goodwill, son carnet de commandes, ses bénéfices, ses flux de trésorerie, ses résultats d'exploitation, sa réputation, sa marque, sa croissance, sa compétitivité future, sa capacité à fournir des services à ses clients, sa capacité à gagner de nouveaux mandats, ses perspectives, sa capacité à maintenir ses relations d'affaires existantes ou à conserver ses employés clés, ou ses stratégies commerciales, notamment la réalisation de son plan d'action stratégique mondial 2025-2027. Ces risques devraient être pris en considération pour évaluer un investissement dans la Société et pourraient, entre autres, entraîner une baisse du cours des actions de la Société ou compromettre la capacité de la Société à déclarer ou à verser des dividendes sur ces dernières.

Les risques et incertitudes que la Société considère comme les plus significatifs sont décrits dans la rubrique 20, « Facteurs de risque » du rapport de gestion de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 et sont intégrés à la présente par renvoi. Ces risques et incertitudes n'ont pas changé de façon significative pour le trimestre clos le 29 mars 2025, à l'exception des risques liés aux

activités internationales présentés ci-après, modifiés en conséquence.

Activités internationales

L'incertitude politique liée aux tarifs douaniers, aux conflits commerciaux et aux obstacles au commerce international pourrait avoir une incidence négative sur la conjoncture économique, l'inflation, les dépenses et les taux de change, en plus d'entraîner une baisse de la demande pour nos services, une diminution de la confiance des investisseurs ou des conséquences sur la livraison de nos projets et sur ce qu'il nous en coûte pour faire des affaires. Les tensions commerciales actuelles et l'intensification des tensions politiques à l'international pourraient également entraîner des retards dans la réalisation de projets ou des annulations, des pertes financières et des coûts supplémentaires pour la reprise des activités. Le resserrement des restrictions commerciales dans son ensemble, ce qui pourrait notamment inclure des restrictions touchant les chaînes d'approvisionnement transfrontalières ou d'autres obstacles réglementaires, pourrait avoir une incidence sur la capacité de la Société à accéder à certains marchés et à y être concurrentielle et à faire des affaires efficacement. Même la perception de ces risques pourrait causer une diminution des investissements, une hausse des coûts d'exploitation et d'autres difficultés opérationnelles.

18 INFORMATION ADDITIONNELLE

De l'information additionnelle au sujet de la Société est disponible sur son site Web, à l'adresse www.wsp.com, et sur celui de SEDAR+, à l'adresse www.sedarplus.ca. La notice annuelle de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 est disponible sur ces sites.

Les actions ordinaires de la Société sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto, sous le symbole « WSP ». Au 29 mars 2025, la Société avait 130 507 061 actions ordinaires en circulation. Au 6 mai 2025, elle en avait 130 507 061.

La Société n'a pas d'autres actions en circulation.

Au 6 mai 2025, 695 596 options sur actions étaient en circulation, à un prix d'exercice variant de 59,75 \$ à 210,64 \$.

Aux termes du régime d'unités d'actions de la Société, qui fait partie de ses régimes incitatifs à long terme, les unités d'actions échangeables acquises peuvent être échangées contre des actions ordinaires de la Société ou de la trésorerie, au choix du participant. Sous réserve de l'atteinte de mesures de rendement et d'objectifs spécifiques, les unités d'actions échangeables de la Société en circulation au 6 mai 2025 pouvaient être échangées, une fois acquises, contre un maximum de 396 099 actions ordinaires de la Société.

19 GLOSSAIRE DES MESURES SECTORIELLES, DES MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS ET DES AUTRES MESURES FINANCIÈRES

Produits des activités ordinaires nets et mesures connexes

Les **produits des activités ordinaires nets** sont définis comme étant les produits des activités ordinaires moins les coûts directs liés aux sous-consultants et autres coûts directs recouvrables directement auprès des clients.

Les produits des activités ordinaires nets constituent une mesure d'information sectorielle et un total des mesures sectorielles, qui n'a pas de définition normalisée selon les IFRS; elle pourrait ne pas être comparable aux mesures semblables présentées par d'autres émetteurs.

La direction analyse la performance financière de la Société en tenant compte des produits des activités ordinaires générés par les honoraires, ou les produits des activités ordinaires nets, puisque les coûts directs recouvrables peuvent varier sensiblement d'un contrat à l'autre et ne sont pas représentatifs de la performance des services d'experts-conseils. Se reporter à la rubrique 8.1, « Produits des activités ordinaires nets », pour obtenir des rapprochements des produits des activités ordinaires avec les produits des activités ordinaires nets.

La **croissance interne (diminution de la croissance interne) des produits des activités ordinaires nets** correspond à la variation des produits des activités ordinaires nets d'une période à l'autre, à l'exclusion des produits des activités ordinaires nets des entreprises acquises ou cédées dans les 12 mois suivant l'acquisition ou précédant la cession, exprimée en pourcentage des produits des activités ordinaires nets de la période de comparaison et ajustée pour exclure les produits des activités ordinaires nets des entreprises cédées. Ces mesures sont calculées de manière à exclure l'incidence des variations des cours du change.

La **croissance des produits des activités ordinaires nets découlant des acquisitions** correspond aux produits des activités ordinaires nets

des entreprises acquises dans les 12 mois suivant l'acquisition, exprimés en pourcentage des produits des activités ordinaires nets de la période de comparaison. Ces mesures sont calculées de manière à exclure l'incidence des variations des cours du change.

L'**incidence du désinvestissement** représente les produits des activités ordinaires nets des entreprises cédées dans les 12 mois précédant la cession, exprimés en pourcentage des produits nets de la période de comparaison. Ces deux mesures sont calculées de manière à exclure l'incidence des variations des cours du change.

Ces mesures de la croissance (diminution de la croissance) des produits des activités ordinaires nets sont des mesures financières supplémentaires sans définition normalisée selon les IFRS utilisées pour analyser les variations des produits des activités ordinaires nets d'une période à l'autre. D'autres émetteurs peuvent définir des mesures similaires différemment et, par conséquent, ces mesures peuvent ne pas être comparables à des mesures similaires utilisées par d'autres émetteurs.

Carnet de commandes et mesures connexes

Le **carnet de commandes** représente les produits des activités ordinaires futurs découlant de contrats conclus avec des clients, qui comprennent la valeur des commandes fermes seulement et exclut toute contrepartie variable qui n'est pas considérée comme hautement probable. Pour les clients du secteur public financés par une agence gouvernementale, ledit financement est confirmé.

La **croissance interne (diminution de la croissance interne) du carnet de commandes** correspond aux commandes fermes diminuées des produits des activités ordinaires pour la période, exprimées en pourcentage du carnet de commandes d'ouverture pour la période. Ces mesures sont calculées de manière à exclure l'incidence des variations des cours du change et les nouvelles commandes découlant des acquisitions d'entreprises réalisées au cours de la période, déduction faite de l'incidence du désinvestissement.

Se reporter à la rubrique 8.2, « Carnet de commandes » pour de l'information sur le carnet de commandes depuis le début de l'exercice, y compris les prises de commandes internes.

La croissance interne (diminution de la croissance interne) du carnet de commandes est une mesure financière supplémentaire sans définition normalisée selon les IFRS utilisée pour analyser les variations du carnet de commandes d'une période à l'autre. D'autres émetteurs peuvent définir une mesure similaire différemment et, par conséquent, cette mesure peut ne pas être comparable à des mesures similaires utilisées par d'autres émetteurs.

BAIIA ajusté et marge du BAIIA ajusté

Le **BAIIA ajusté** renvoie au résultat avant les charges de financement nettes (sauf les produits d'intérêts), la charge d'impôt sur le résultat, la dotation aux amortissements, les pertes de valeur sur les actifs à long terme et les reprises de perte de valeur sur ceux-ci, la quote-part de la charge d'impôt sur le résultat et de la dotation aux amortissements des entreprises associées et des coentreprises, les coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation et les coûts de mise en place du système ERP. La **marge du BAIIA ajusté** est définie comme le BAIIA ajusté exprimé en pourcentage des produits des activités ordinaires nets.

Le BAIIA ajusté constitue une mesure financière non conforme aux IFRS et la marge du BAIIA ajusté, un ratio non conforme aux IFRS. Ces mesures n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS; par conséquent, elles ne sont pas nécessairement comparables aux mesures semblables utilisées par d'autres émetteurs.

La direction analyse la performance financière de la Société en se fondant sur le BAIIA ajusté, car elle estime que cette mesure permet de comparer les résultats d'exploitation d'une période à l'autre. Ces mesures ne tiennent pas compte des effets des éléments qui rendent compte principalement de l'incidence des décisions concernant les placements à long terme et le financement, plutôt que des résultats des activités quotidiennes. Se reporter à la rubrique 8.3, « BAIIA ajusté », pour obtenir des rapprochements du BAII avec le BAIIA ajusté.

BAIIA ajusté par secteur et marge du BAIIA ajusté par secteur

Le **BAIIA ajusté par secteur** est défini comme le BAIIA ajusté compte non tenu des charges du siège social. Les charges du siège social correspondent aux frais et salaires liés aux fonctions centralisées telles que les finances, les ressources humaines et la technologie,

lesquels ne sont pas attribués aux secteurs à présenter. La **marge du BAIIA ajusté par secteur** est définie comme le BAIIA ajusté compte non tenu des charges du siège social, exprimé en pourcentage des produits des activités ordinaires nets.

Ces mesures d'information sectorielle et du total des secteurs constituent des mesures qui n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS. D'autres émetteurs pourraient définir le BAIIA ajusté par secteur d'une manière différente et, par conséquent, cette mesure pourrait ne pas être comparable à des mesures similaires présentées par d'autres émetteurs.

Ces mesures permettent à la direction de comparer les secteurs à présenter les uns avec les autres. Se reporter à la rubrique 8.3, « BAIIA ajusté », pour obtenir des rapprochements du BAIIA ajusté avec le BAIIA ajusté par secteur et du BAII avec le BAIIA ajusté.

Résultat net ajusté et résultat net ajusté par action

Le **résultat net ajusté** représente le résultat net attribuable aux actionnaires compte non tenu des éléments suivants :

- dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises;
- pertes de valeur sur les actifs à long terme et les reprises de perte de valeur sur ceux-ci;
- coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation;
- coûts de mise en place du système ERP;
- profits ou pertes sur des placements dans des titres liés aux obligations de la rémunération différée, inclus dans les autres actifs financiers;
- profits ou pertes latents sur les instruments financiers dérivés;
- incidence fiscale liée aux éléments ci-dessus.

Le **résultat net ajusté par action** est calculé d'après le nombre moyen pondéré de base d'actions.

Le résultat net ajusté est une mesure financière non conforme aux IFRS et le résultat net ajusté par action est un ratio non conforme aux IFRS. Ces mesures n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS; par conséquent, elles pourraient ne pas être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres émetteurs.

Le fait d'exclure les coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation, la dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises et les pertes de valeur sur les actifs à long terme et reprises de perte de valeur sur ceux-ci fournit une mesure comparative du rendement de la Société dans un contexte de regroupements d'entreprises significatifs, dans lequel la Société peut engager

des coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation significatifs et, par conséquent, voir sa charge d'amortissement augmenter en raison de la comptabilisation d'immobilisations incorporelles qui ne seraient normalement pas comptabilisées en dehors d'un regroupement d'entreprises. De plus, la réorganisation de l'entreprise en fonction de notre stratégie immobilière et la réalisation de synergies à la suite d'acquisitions pourraient entraîner la dépréciation ou l'abandon de certains actifs afin d'améliorer la structure de coûts globale de la Société. La direction exclut également les coûts de mise en place du système ERP puisqu'ils ne sont pas représentatifs des activités d'exploitation de la Société. Cette mesure financière non conforme aux IFRS est ajustée pour tenir compte de certains éléments hors trésorerie liés à la volatilité du marché qui sont intrinsèquement imprévisibles. En outre, aux États-Unis, la Société offre un régime de rémunération différée aux termes duquel une partie de la rémunération des employés est différée et investie dans des actifs financiers détenus dans une fiducie, qui sont inclus dans les autres actifs financiers à l'état de la situation financière de la Société. Ces actifs financiers sont détenus en fiducie au bénéfice des employés, mais sont mis à la disposition des créanciers de la Société, en cas d'insolvabilité, et ne sont donc pas considérés comme des gains ou pertes actuariels comptabilisés dans les autres éléments du résultat global; ils sont plutôt comptabilisés dans les charges de financement. Enfin, les profits ou pertes latents sur les instruments financiers dérivés sont liés aux transactions futures et, par conséquent, ne sont pas comparables lorsqu'ils sont inclus dans les résultats de la période considérée.

La direction est d'avis que ces éléments ne devraient pas être pris en compte dans l'évaluation de la performance financière et opérationnelle sous-jacente. Se reporter à la rubrique 8.8, « Résultat net ajusté », pour obtenir des rapprochements du résultat net attribuable aux actionnaires avec le résultat net ajusté.

Flux de trésorerie disponibles

Les **flux de trésorerie disponibles** (ou les sorties de flux de trésorerie disponibles) sont définis comme étant les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, plus les liquidités discrétionnaires de la Société qui sont générées par d'autres activités (s'il y a lieu), moins les paiements de loyers et les dépenses d'investissement nettes.

Les flux de trésorerie disponibles constituent une mesure financière non conforme aux IFRS qui n'a pas de définition normalisée selon les IFRS. D'autres émetteurs pourraient définir une mesure similaire d'une manière différente et, par conséquent, cette mesure pourrait ne pas être comparable à des mesures semblables utilisées par d'autres émetteurs.

Les flux de trésorerie disponibles fournissent une mesure constante et comparable des liquidités discrétionnaires que génère la Société et dont elle dispose pour assurer le service de la dette, honorer ses autres obligations de paiement et effectuer des placements stratégiques. Se reporter à la rubrique 9.1, « Activités d'exploitation et flux de trésorerie disponibles », pour obtenir des rapprochements des flux de trésorerie disponibles avec les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation.

Le **ratio des flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois sur le résultat net attribuable aux actionnaires** est un ratio non conforme aux IFRS qui n'a aucune signification normalisée selon les IFRS et pourrait ne pas être comparable à des ratios similaires présentés par d'autres émetteurs. Ce ratio est une mesure de conversion du résultat net en trésorerie.

Délai de recouvrement des créances clients (« délai de recouvrement »)

Le **délai de recouvrement** représente le nombre moyen de jours nécessaires pour convertir en trésorerie les créances clients de la Société (déduction faite des taxes de vente) et l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation, déduction faite de l'excédent de la facturation sur les coûts et profits prévus. Le délai de recouvrement constitue une mesure financière supplémentaire qui n'a pas de définition normalisée selon les IFRS. D'autres émetteurs pourraient définir une mesure similaire d'une manière différente et, par conséquent, cette mesure pourrait ne pas être comparable à des mesures semblables utilisées par d'autres émetteurs.

Ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté

Le **ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté** constitue une mesure de gestion du capital. La dette nette est définie comme étant la dette à long terme, y compris les parties courantes, mais exception faite des obligations locatives, et déduction faite de la trésorerie. La Société utilise ce ratio comme mesure de son levier financier, et il est calculé en fonction de notre BAIIA ajusté sur 12 mois continus.